

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

Avis 31.842/2/V

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES 31.842/2/V

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires Etrangères, le 18 juin 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République slovaque relatif à la coopération policière, fait à Bruxelles le 29 juin 2000", a donné le 22 août 2001 l'avis suivant :

De RAADVAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 18 juni 2001 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende instemming met het verdrag tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Republiek Slowakije inzake politiesamenwerking, gedaan te Brussel op 29 juni 2000", heeft op 22 augustus 2001 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

1. L'Accord auquel le présent avant-projet de loi tend à donner assentiment instaure une coopération policière entre le Royaume de Belgique et la République slovaque, qui implique notamment des "échanges d'informations concernant les domaines ressortissant à la compétence des services de police et de l'immigration" (article 4, a)).

Dans la mesure où ces échanges d'informations peuvent porter sur des données à caractère personnel, la loi qui autorise ces échanges doit également garantir, en vertu de l'article 22 de la Constitution, qu'ils ne méconnaissent pas le droit au respect de la vie privée.

L'article 21, § 1^{er}, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, tel que modifié par la loi du 11 décembre 1998 ⁽¹⁾, prévoit ainsi que "le transfert de données à caractère personnel faisant l'objet d'un traitement après leur transfert vers un pays non membre de la Communauté européenne, ne peut avoir lieu que si le pays en question assure un niveau de protection adéquat et moyennant le respect des autres dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution."

Selon l'exposé des motifs du présent projet, la République slovaque a signé et ratifié la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, signé à Strasbourg le 28 janvier 1981 et a adopté une législation relative à la protection des données. Le principe de la protection des données a été inscrit dans la Constitution slovaque et une instance de contrôle a été installée.

En outre, l'article 11 de l'Accord garantit le respect des principes selon lesquels les données à caractère personnel ne font l'objet d'un traitement que pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, qu'elles sont utilisées de manière conforme à ces finalités, qu'elles sont adéquates, pertinentes et non excessives par rapport à ces

⁽¹⁾ En vertu de son article 52 et de l'article 70 de l'arrêté royal du 13 février 2001 portant exécution de la loi du 8 décembre 1992 précitée, la loi du 11 décembre 1998 entre en vigueur le 1^{er} septembre 2001.

finalités, qu'elles sont exactes, et qu'elles ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire.

Il en résulte que le présent Accord ne soulève pas d'objection au regard des articles 22 de la Constitution et 21, § 1^{er} de la loi précitée du 8 décembre 1992.

2. Selon l'exposé des motifs,

"Au premier paragraphe de l'article 6, les parties s'engagent à prêter mutuellement assistance à leurs services de police afin de détecter les délits visés à l'article 2 du Traité ⁽²⁾ et pour lutter contre eux, pour autant que l'exécution de celle-ci ne soit pas soumise à la compétence des autorités judiciaires et pour autant qu'aucun moyen de contrainte ne doive être exercé. Cette disposition est inspirée par l'article 39 de l'Accord de Schengen ⁽³⁾ et a pour but de délimiter l'échange direct de données entre les services de police sans intervention des autorités judiciaires" ⁽⁴⁾.

Force est de constater toutefois que l'article 6, paragraphe 1^{er}, ne stipule pas expressément que l'assistance n'est accordée que pour autant qu'aucun moyen de contrainte ne doive être exercé.

Suivant l'article 28bis, § 3, du Code d'instruction criminelle,

"sauf les exceptions prévues par la loi, les actes d'information ne peuvent comporter aucun acte de contrainte ni porter atteinte aux libertés et droits individuels. Ces actes peuvent toutefois comprendre la saisie des choses citées à l'article 35".

Contrairement à ce que soutient l'exposé des motifs et à ce qui est prévu dans la Convention d'application de l'Accord de Schengen (article 39, paragraphe 1^{er}), le

⁽²⁾ Lire : de l'Accord.

⁽³⁾ Lire : la Convention d'application de l'Accord de Schengen précitée.

⁽⁴⁾ Contrairement à ce qu'indique ce passage de l'exposé des motifs, l'article 6, paragraphe 1^{er} de l'Accord ne restreint pas l'assistance mutuelle aux seules infractions visées à l'article 2, lesquelles constituent seulement une priorité de la coopération policière.

présent Accord n'exclut donc pas tout acte de contrainte dans l'assistance mutuelle des services de police des Parties contractantes.

3. L'Accord prévoit que non seulement des services de police, mais également des "services d'immigration" seraient habilités, dans le respect du droit national, à recevoir les données transmises par l'autre Partie contractante (article 11, paragraphe 3, g)).

L'exposé des motifs devrait préciser quels sont les services belges qui seraient visés par ces dispositions.

L'attention de l'auteur du projet est en tout état de cause attirée sur le fait qu'en vertu de l'article 44/1, alinéa 3, de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, les données recueillies et traitées par les services de police "ne peuvent être communiquées qu'aux autorités visée à l'article 5 [de cette loi], aux services de police, à l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale ainsi qu'aux services de renseignement et de sécurité qui en ont besoin pour l'exercice de leurs missions".

Si donc l'intention de l'auteur du projet est que des services belges autres que les services de police, tels que l'Office des étrangers, puissent traiter des informations recueillies par des services de police dans le cadre de l'assistance mutuelle avec les services de police et d'immigration slovaques, il conviendra que la loi en projet soit complétée par une disposition les y autorisant expressément ou que l'article 44/1, alinéa 3, précité soit modifié.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Intitulé

Il y a lieu de rédiger l'intitulé comme suit :

"Loi portant assentiment à l'accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République slovaque relatif à la coopération policière, signé à Bruxelles le 29 juin 2000".

Dispositif

Article 2

Il convient de rédiger l'article comme suit :

"Art. 2. L'accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République slovaque relatif à la coopération policière, signé à Bruxelles le 29 juin 2000, sortira son plein et entier effet".

Observations finales d'ordre légistique

Le texte néerlandais du proposant devrait être rédigé comme suit :

"Op de voordracht van Onze Minister van ..., Onze Minister van ... en Onze Minister van ..."

Le texte néerlandais de l'arrêté de présentation devrait être rédigé comme suit :

"Onze Minister van ..., Onze Minister van ... en Onze Minister van zijn ermee belast ... (la suite comme au projet)"

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het onderhavige voorontwerp van wet strekt ertoe instemming te verlenen met het Verdrag inzake politiesamenwerking tussen het Koninkrijk België en de Republiek Slowakije, die onder meer omvat "uitwisseling van gegevens over de aangelegenheden die onder de bevoegdheid van de politie- en immigratiediensten ressorteren" (artikel 4, a)).

Aangezien de uitgewisselde gegevens persoonsgegevens kunnen zijn, dient de wet waarbij die uitwisseling wordt toegestaan, krachtens artikel 22 van de Grondwet eveneens te garanderen dat het recht op eerbiediging van het privé-leven er niet door wordt geschonden.

Zo bepaalt artikel 21, paragraaf 1, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, zoals die bepaling gewijzigd is bij de wet van 11 december 1998 ⁽¹⁾, dat "persoonsgegevens die aan een verwerking worden onderworpen na doorgifte ervan naar een land buiten de Europese Gemeenschap, ... slechts (mogen) worden doorgegeven indien dat land een passend beschermingsniveau waarborgt en de andere bepalingen van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan worden nageleefd".

Volgens de memorie van toelichting bij het onderhavige voorontwerp heeft de Republiek Slowakije het Verdrag tot bescherming van personen ten opzichte van de geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens, ondertekend te Straatsburg op 28 januari 1981, ondertekend en geratificeerd en wetgeving met betrekking tot gegevensbescherming aangenomen. Het beginsel van de gegevensbescherming is opgenomen in de Slowaakse grondwet en een controle-instantie is opgericht.

⁽¹⁾ Krachtens artikel 52 van die wet en ingevolge artikel 70 van het koninklijk besluit van 13 februari 2001 ter uitvoering van de voormelde wet van 8 december 1992, treedt de wet van 11 december 1998 op 1 september 2001 in werking.

Voorts garandeert artikel 11 van het Verdrag de naleving van de beginselen volgens welke persoonsgegevens alleen verwerkt worden voor uitdrukkelijk bepaalde, duidelijk omschreven en gerechtvaardigde doeleinden en die gegevens alleen gebruikt worden op een wijze die verenigbaar is met die doeleinden, terwijl de gegevens, uitgaande van die doeleinden, niet overmatig mogen zijn, maar toereikend, ter zake dienend en nauwkeurig moeten zijn en niet langer mogen worden bijgehouden dan nodig is.

Daaruit volgt dat dit Verdrag geen bezwaar doet rijzen uit het oogpunt van artikel 22 van de Grondwet en van artikel 21, paragraaf 1, van de voormelde wet van 8 december 1992.

2. In de memorie van toelichting staat :

"In de eerste paragraaf van artikel 6 verbinden de Partijen er zich toe om hun politie- en immigratiediensten wederzijdse bijstand te laten verlenen ter opsporing van de misdrijven, bedoeld in artikel 2 van het Verdrag, voor zover de uitvoering ervan niet onderworpen is aan de bevoegdheid van de gerechtelijke overheden en voor zover geen dwangmiddelen moeten worden toegepast. Deze bepaling is geïnspireerd door het artikel 39 van het Schengenakkoord ⁽²⁾ en heeft tot doel de rechtstreekse (en autonome) bijstand tussen de politiediensten zonder tussenkomst van de gerechtelijke overheden, af te bakenen ⁽³⁾".

Op te merken valt evenwel dat artikel 6, paragraaf 1, niet uitdrukkelijk bepaalt dat alleen bijstand wordt verleend voorzover geen dwangmiddelen hoeven te worden toegepast.

⁽²⁾ Lees : de voornoemde Overeenkomst ter uitvoering van het Akkoord van Schengen

⁽³⁾ In tegenstelling tot wat aangegeven wordt in deze passage van de memorie van toelichting, wordt met artikel 6, paragraaf 1, van het Verdrag de wederzijdse bijstand niet beperkt tot de in artikel 2 genoemde strafbare feiten, die alleen een prioriteit vormen op het gebied van de politiesamenwerking.

Overeenkomstig artikel 28bis, § 3, van het Wetboek van Strafvordering

"(mogen) behoudens de wettelijke uitzonderingen (...) de opspo-ringshandelingen geen enkele dwangmaatregel inhouden noch schending inhouden van individuele rechten en vrijheden. Deze handelingen kunnen evenwel de inbeslagneming van de zaken vermeld in artikel 35 inhouden".

In tegenstelling tot wat gesteld wordt in de memorie van toelichting en tot wat bepaald wordt in de Overeenkomst ter uitvoering van het akkoord van Schengen (artikel 39, paragraaf 1), sluit het onderhavige Verdrag dus niet enige dwangmaatregel uit bij de wederzijdse bijstand van de politiediensten van de Verdragsluitende Partijen.

3. Het Verdrag bepaalt dat niet alleen politiediensten, maar ook "immigratiediensten" gemachtigd zijn om, met inachtneming van het nationaal recht, de gegevens te ontvangen die door de andere Verdragsluitende Partij bezorgd worden (artikel 11, paragraaf 3, g)).

In de memorie van toelichting zou moeten worden aangegeven welke Belgische diensten met deze bepalingen worden bedoeld.

De aandacht van de steller van het ontwerp wordt er in ieder geval op gevestigd dat krachtens artikel 44/1, derde lid, van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt de door politiediensten verzamelde en verwerkte gegevens "enkel (kunnen) worden medegedeeld aan de overheden bedoeld in artikel 5 (van die wet), de politiediensten, de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie, evenals aan de inlichting- en veiligheidsdiensten die ze nodig hebben voor de uitoefening van hun opdrachten".

Indien het dus de bedoeling van de steller van het ontwerp is dat andere Belgische diensten dan de politiediensten, zoals de Dienst vreemdelingenzaken, gegevens kunnen verwerken die verzameld worden door politiediensten in het kader van de wederzijdse bijstand van de Belgische en Slowaakse politie- en immigratiediensten, moet de ontworpen wet worden aangevuld met een bepaling waarbij ze daartoe uitdrukkelijk gemachtigd worden of moet het voormelde artikel 44/1, derde lid, worden gewijzigd.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Opschrift

Het opschrift moet als volgt geredigeerd worden :

"Wet houdende instemming met het Verdrag tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Republiek Slowakije inzake politiesamenwerking, ondertekend te Brussel op 29 juni 2000".

Dispositief

Artikel 2

Het artikel moet als volgt worden gesteld :

"Art 2. Het Verdrag tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Republiek Slowakije inzake politiesamenwerking, ondertekend te Brussel op 29 juni 2000, zal volkomen gevolg hebben".

Slotopmerkingen van wetgevingstechnische aard

Het voordrachtformulier zou aldus gesteld moeten worden :

"Op de voordracht van Onze Minister van ..., Onze Minister van ... en Onze Minister van ...".

Het indieningsbesluit zou aldus gesteld moeten worden :

"Onze Minister van ..., Onze Minister van ... en Onze Minister van zijn ermee belast ... (voorts zoals in het ontwerp)".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président du Conseil d'Etat,
voorzitter van de Raad van State,

M. LEROY,

président de chambre,
kamervoorzitter,

P. QUERTAINMONT,

conseiller d'Etat,
staatsraad,

J.-M. FAVRESSE,
B. GLANSDORFF,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme G. MARTOU, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. G MARTOU, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN